

Modalités en lien avec les activités de restauration écologique au sein d'aires protégées

Les activités de restauration écologique doivent avoir comme objectif d'amorcer ou d'accélérer le rétablissement des écosystèmes dégradés, endommagés ou détruits. Les efforts de restauration écologique doivent être axés sur un ou plusieurs des éléments visant la restauration écologique de la biodiversité indigène, incluant les espèces désignées en vertu des lois et règlements du gouvernement du Québec ou du gouvernement fédéral ou encore les espèces susceptibles d'être ainsi désignées (espèces à statut précaire), l'augmentation de la naturalité des écosystèmes au niveau de leurs structures, de leurs fonctions écosystémiques, de leurs compositions, de leurs dynamiques ou encore la diminution des facteurs de stress pouvant affecter la résilience des écosystèmes.

Les projets de restauration écologique devront suivre les principes et lignes directrices énoncées par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) pour la réalisation de projet de cette nature au sein d'aires protégées soit :

- être efficace en rétablissant et préservant les composantes physiques des écosystèmes ainsi que la flore et la faune indigène déjà présente, tout en permettant d'augmenter la résilience de ces écosystèmes de même que leur naturalité au niveau de leurs structures, de leurs fonctions, de leurs compositions ou encore de leurs dynamiques;
- être efficiente en visant des résultats concrets selon un échéancier préétabli tout en minimisant les coûts en temps, en ressources et en efforts ;
- être engageante en favorisant la collaboration avec des partenaires et d'autres parties prenantes et en améliorant l'expérience vécue par les usagers.

Tous les travaux de restauration écologique impliqueront nécessairement une étude écologique préalable des secteurs ciblés par de tels travaux. De même l'obligation de préparer un plan d'intervention rédigé par des autorités compétentes pour les travaux de restauration écologique, de lutte aux espèces exotiques envahissantes ou encore touchant à des espèces à statut précaire implique aussi la réalisation d'une étude écologique préalable.

Les travaux de restauration écologique incluent notamment les travaux de végétalisation, de restauration hydrologique et de stabilisation des berges. À noter que les travaux de végétalisation ne devraient normalement pas impliquer de coupe de bois sur pied. Ces exigences s'appliquent autant aux propriétés reconnues en réserve

...2

naturelle que celles qui ne le sont pas. À noter également que l'obligation d'obtenir une autorisation préalable de l'équipe des réserves naturelles continue de s'appliquer dans tous les cas pour la réalisation des travaux précités au sein des propriétés reconnues en réserve naturelle. Certains travaux liés à la démolition de bâtiments, si ces travaux rencontrent certaines conditions, pourraient toutefois ne pas requérir de telles études écologiques (voir section ci-dessous pour plus de détails).

Dans le cadre du Volet Intendance du PPMN le terme de restauration écologique doit être entendu dans le sens suivant :

« Ensemble d'actions visant, à terme, à rétablir un caractère plus naturel à un écosystème dégradé ou artificialisé, en ce qui concerne sa composition, sa structure, sa dynamique et ses fonctions écologiques (Limoges et al, 2013). »

Dans le cadre de travaux de gestion d'espèce à statut précaire dépendante de milieux ouverts, il est toutefois entendu que les travaux pourrait impliquer une coupe de la végétation arbustive ou herbacée de même que des activités mineure de remplissage et de creusage afin de maintenir ces habitat dans une condition optimum ou encore de lutter contre les espèces exotiques envahissantes. Dans le cadre de la de lutte contre les espèces exotiques envahissantes, la coupe d'espèces exotiques envahissantes arborescentes pourrait aussi être requise.

Modalités particulières pour la démolition de bâtiments :

- Les portions en périphérie du bâtiment devant être démoli de même que le long des chemins d'accès emprunté pour ces travaux devront faire l'objet d'un inventaire floristique afin de déceler la présence éventuelle d'EMV et d'EEE;
- Dans le cas de la présence d'EEE, les modalités spécifiques aux EEE énoncées dans le document « Conditions et modalités générales pour la réalisation de travaux au sein d'aire protégée » devront être appliquées;
- Dans le cas de la présence d'EMV, des modalités supplémentaires de mitigation devront être présentées au Ministère pour approbation;
- En plus des éventuelles mesures de mitigation supplémentaires proposées, la démolition de bâtiment se situant au sein d'habitat d'espèce à statut précaire sera autorisée uniquement en hiver lorsque le sol sera gelé;
- La démolition de bâtiment pourra se faire uniquement de façon mécanique ou manuelle. Aucun brulage de bâtiment ne sera autorisé ;
- L'aire des travaux sera limitée au minimum et le démantèlement sera réalisé à même les infrastructures existantes;
- Les travaux de démolition seront interdits entre la fin février et la fin aout;
- Les travaux de démolition devront être réalisés, autant se faire que peut, par période de beau temps afin de minimiser la sédimentation et la compaction du sol ;
- La végétation préexistante sera, autant se faire que peut, conservée;
- Aucun aménagement de nouveau sentier ou élargissement de sentier existant ne sera autorisé pour la réalisation de ces travaux ;

- Afin de minimiser les impacts de ces travaux sur les milieux naturels, la circulation en véhicule motorisé ne pourra s'effectuer qu'avec des véhicules motorisés légers de style VTT ou motoneige et sur des sentiers possédant une assise et une largeur adaptée à ce genre de circulation. Toutefois dans le cas où aucune autre solution ne serait envisageable, la circulation hors sentiers de VTT ou motoneige pourrait être exceptionnellement permise mais uniquement durant la période hivernale, lorsque le sol sera gelé. Nonobstant ce qui précède, les travaux impliquant de la circulation motorisée hors sentiers ou chemins au sein de milieux fragiles ou écologiquement sensibles, incluant les milieux humides, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation spécifique;
- La démolition de bâtiment au sein de milieux humides impliquant de la circulation pédestre hors sentier sera autorisée uniquement en hiver lorsque le sol sera gelé;
- Tous les matériaux provenant d'infrastructures démolies devront être disposés en dehors du territoire de l'aire protégée en conformité avec les lois et règlements du Québec;
- L'ensemble des modalités et conditions citées dans le document intitulé « Conditions et modalités générales pour la réalisation de travaux au sein d'aire protégée » applicables aux projets de démolition, notamment en ce qui concerne la présence à proximité d'espèces à statut précaire, d'espèces exotiques envahissantes, de suivi après la réalisation des travaux de démolition et d'utilisation de machinerie, devront être respectées ;